



Une Monnaie express sans sortie de l'Euro

La relance économique dans les états en crise par une monnaie régionale accélérée pourvue d'un frein à l'évasion

Par Christian Gelleri et Thomas Mayer, février 2012

Traduction de l'Allemand par Dr. Johannes FINCKH, Bordeaux

Résumé

La résolution de la crise de l'Euro est possible. La monnaie express est un chemin très efficace :

- Avec elle, les états en crise de l'Euro pourront accélérer la circulation de la monnaie dans leurs économies (optimisation de la liquidité) ; ceci conduira à une croissance économique, à de nouveaux emplois, à plus de recettes fiscales et à plus d'indépendance de l'étranger.
- Les parlements et gouvernements de la Grèce, du Portugal ou de l'Irlande pourront décider cela eux-mêmes et introduire une monnaie régionale d'état, monnaie qui sera appelé « Régio » dans la suite de ce texte.
- Le Régio ne sera pas une monnaie autonome et indépendante, mais une monnaie « secondaire » de l'Euro ; il lui sera attaché et sera utilisé en complément. Il sera couvert par des Euros mis en dépôt et sera mis en circulation par l'état et la banque centrale ensemble.
- Le Régio aura deux particularités : Par l'impulsion à circuler (droit d'usage de la monnaie), sa circulation sera accélérée ; cela stimulera l'économie. Un doublement de la vitesse de circulation conduira à un doublement du produit intérieur brut !
- Par un frein à l'évasion (change contre Euro payant), la monnaie restera dans le pays, renforcera l'économie régionale et

réduira le déficit commercial.

- L'état aura, grâce à l'émission du Régio, immédiatement environ 10% de liquidités de plus ; il aura aussi, via l'impulsion à circuler et le frein à l'évasion, des recettes supplémentaires se chiffrant en milliards. Les revenus faibles n'en seront guère affectés.
- Les crédits en Régios seront à taux meilleur marché que ceux en Euros ; ceci facilitera les investissements.
- Le Régio se chargera bientôt de grandes parties des paiements intérieurs.
- Il restera dans l'économie réelle, car il n'y aura pas de « produits financiers » en Régios.
- Les pays bénéficieront des avantages d'une monnaie régionale et pourront en même temps rester en zone Euro – cela sera une alternative largement meilleure à une sortie catastrophique de l'Euro.
- Il n'y aura une monnaie express que si cette idée atteint les responsables de la politique, de l'économie, des media et des associations et que si cette idée est débattue publiquement. Des traductions de ce concept en Allemand, Anglais, Grec et Portugais (et Français) sont consultables sur : www.eurorettung.org. Diffusez-le à tous ceux qui sont nécessaires à l'introduction de la monnaie express dans un de ces pays !

La monnaie express sans sortie de l'Euro

On débat souvent si la Grèce, le Portugal et d'autres pays surendettés devraient sortir de la zone Euro, car il serait trop fort et « étouffant » pour ces pays. L'Euro fort ne conviendrait pas à l'économie faible des pays, les prestations intérieures deviendraient trop chères, raison pour laquelle ces pays ne pourraient se sortir de la récession, du chômage et des recettes fiscales en baisse. Une sortie de la zone Euro couplée à l'introduction d'une monnaie nationale comme la Drachme, l'Escudo ou la Livre irlandaise conduirait à une forte dévaluation contre l'Euro et baisserait ainsi surtout les coûts salariaux à un niveau compétitif. En même temps, toutes les importations renchériraient et deviendraient inaccessibles pour les bas salaires. Et puisque les dettes antérieures sont libellées en Euros, celles-ci exploseraient, et une restructuration radicale s'imposerait. La confiance des créanciers extérieurs serait totalement ruinée. Celle-ci n'est déjà pas très grande et maintenue seulement par le fait que les pays à meilleure signature assument la garantie.

Une sortie de l'Euro assortie d'une faillite d'état est risquée et pourrait jeter économiquement ces pays en arrière de plusieurs décennies. Il y a certes des exemples réussis comme l'Argentine qui put se redresser relativement vite après 2002. Mais il y a d'autres nombreux exemples où une récession longue de plusieurs années suivait. De plus, tout l'espace Euro pourrait être déstabilisé et mener d'autres pays vers de grandes difficultés.

Le principal problème est que les états n'apprennent rien. Ils recommencent avec des dettes nouvelles et se retrouvent, après quelques décennies dans le même piège de la dette. La Grèce répète cela. Depuis 200 ans, elle faisait faillite déjà cinq fois. Pour la moitié du temps, c'est-à-dire pendant 100 ans, La Grèce présentait des difficultés financières. D'autres états ne sont pas bien meilleurs. L'Allemagne faisait faillite huit fois en 400 ans, en moyenne tous les 50 ans.

Il y a une meilleure alternative que la sortie de l'Euro : Une monnaie accélérée et pourvue d'un frein à l'évasion pourrait stimuler en plus l'économie nationale – sans nouvelles dettes extérieures ni subventions. L'autonomie et la res-

ponsabilité directe du pays en difficulté viendraient au premier plan et remplaceraient la dépendance extérieure grandissante. Davantage de transactions conduiraient à davantage d'emplois, réduiraient le déficit commercial, les prestations sociales et augmenteraient les impôts. L'idée de base est : Si on ne peut introduire davantage de monnaie dans l'économie parce qu'elle se retire instantanément via les importations ou la fuite dans la monnaie, il convient d'utiliser mieux la monnaie présente ; cela s'appelle optimisation de la liquidité en langage économique ou monnaie express en langage courant.

Augmentation de la demande intérieure par l'impulsion à la circulation

La Grèce, le Portugal, l'Espagne et d'autres pays de la zone Euro se trouvent dans une spirale récessive négative. Le flux monétaire a diminué en raison des nécessaires coupes dans les dépenses de l'état et le recul des achats de la part des détenteurs de monnaie en suivant la crise économique. Le volume des biens et services acheminés se réduisait en proportion. Des travailleurs sont renvoyés, et les impôts perçus reculent – une spirale qui s'autoalimente. Le chômage des jeunes dépasse dans ces pays le chiffre angoissant de 40% ! Et puisque des programmes de relance conjoncturelle financés par des dettes ne sont plus guère possibles, seules des réformes structurelles dans l'économie, l'administration et aussi au niveau de la monnaie pourront aider – c'est là que la monnaie express aura sa place.

La récession signifie que l'on investit et achète moins et que les factures sont payées en retard. Le flux de l'argent, tout comme un embouteillage autoroutier pour les véhicules, se trouve ainsi bloqué. Le commerçant vend moins et ne peut payer son fournisseur qui ne pourra payer ses ouvriers qui ne pourront payer leurs loyers ; les loueurs ne pourront payer leurs impôts, l'état ne pourra payer ses prestataires de service, etc. Si on obtenait que tous accélèrent un peu, le blocage se dissoudrait.

C'est pourquoi les états – en complément de l'Euro existant – devraient introduire une monnaie régionale pourvue d'une impulsion à circuler. Cela veut dire que son usage sera grevé de frais. Tout comme on doit payer des agios pour un compte découvert, on devrait

alors payer pour des avoirs liquides, pas pour des dépôts longs.

Doublement du produit intérieur brut via le doublement de la vitesse de circulation monétaire

L'impulsion à circuler incitera tous les citoyens, entreprises et institutions publiques à dépenser plus vite leur monnaie liquide, afin d'éviter la taxe de liquidité. Tout comme on cherche à éviter les agios sur un compte découvert, on cherchera à éviter aussi un avoir trop élevé. La vitesse de circulation de la monnaie augmentera alors. Si, au cours de l'année, 10.000 Euros sont dépensés et encaissés cinq fois, il en résulte un volume de transactions de 50.000 Euros. En doublant la vitesse, on obtient avec le même argent un volume double, et les biens et services demandés auront augmentés d'autant. Un doublement de la vitesse de circulation de la monnaie – pour autant qu'elle se trouve dans l'économie réelle et que des capacités productives sont présentes – occasionne un doublement du produit intérieur brut !

Comme dans le jeu du mistigri, chaque détenteur d'avoirs voudra le dépenser le plus vite possible. La monnaie est ainsi poussée au-devant des marchandises. Ce flux monétaire stabilisé soutiendra un flux continu de biens et services et le fera croître continuellement jusqu'à ce qu'un niveau satisfaisant soit atteint et que le chômage ait baissé en conséquence. La demande intérieure et un usage plus rapide et plus efficient de la monnaie présente seront augmentés par cette impulsion à circuler, en dépit de toutes les mesures restrictives de l'état sur ses dépenses. Jusqu'à présent, la banque centrale essayait de stimuler l'économie par une augmentation de la quantité de monnaie – par la baisse des taux directeurs, la mise à disposition illimitée de crédits de banque centrale et l'achat d'obligations souveraines. Une grosse partie de la monnaie fuit dans l'économie financière et y provoque très rapidement des turbulences. Dans l'économie réelle, cette monnaie manquera bientôt à nouveau. Le but d'une stabilisation et d'un renforcement de l'économie réelle seraient beaucoup mieux atteints par une accélération du flux monétaire.

Renforcement de la production intérieure grâce au frein à l'évasion

L'accélération de la circulation monétaire ne réussira que si l'espace monétaire est protégé contre des fuites excessives de liquidités. Pour échapper à l'impulsion à circuler, les avoirs se changeraient sinon simplement en Euros et seraient virés à l'étranger. Et le problème des importations excessives s'accentuerait. La Grèce avait en 2011 un déficit commercial de 12,3% de son PIB, le Portugal avait un déficit de 9,7%. Le but doit être un bilan commercial équilibré par le renforcement de la production intérieure et de la demande de produits nationaux.

C'est pourquoi un frein à l'évasion est nécessaire comme mesure de protection. Un tel frein signifie qu'il faut par exemple payer dix pour cent pour un change de Régio contre Euro et pour un virement à l'étranger. Chacun réfléchira alors s'il ne préfère pas laisser son argent en Grèce ou au Portugal, le dépenser sur place ou le déposer sur un compte d'épargne local. Aucun frais ne serait exigible pour les virements venant de l'étranger, car l'afflux d'argent est souhaité.

Le frein à l'évasion renforce l'économie locale, car ce coût ne sera pas exigé pour le paiement de marchandises nationales, par contre, il le sera pour tout ce qui est importé. Les commerçants incluront ce frein à l'évasion dans les prix, et ceci renchérit les marchandises étrangères d'autant. Ceci stimulera la production intérieure.

Plutôt ce frein à l'évasion qu'un déficit commercial

Ce traitement favorisant la production grecque ou portugaise est, compte tenu des déficits commerciaux très élevés, une nécessité urgente. Ces pays ne pourront se libérer du piège du surendettement que si le bilan commercial est à nouveau plus équilibré. Un bilan commercial négatif signifie toujours que le pays doit s'endetter à l'étranger pour pouvoir acheter les marchandises étrangères. En 2011, l'Allemagne avait un excédent commercial de +5,8% de son PIB, les Pays Bas +5,1%, l'Autriche et la Belgique +3,2%, la Finlande +2,8%. A contrario, la Grèce avait un déficit de -12,3% de son PIB, le Portugal -9,7%, l'Espagne -4,5% et l'Italie -3,5% (Source : BCE, Eurostat, *Wirtschafts-*

woche 31.1.2012). De telles différences des balances commerciales sans possibilité de variation du cours des devises sont durablement toxiques et conduisent au surendettement et aux tensions financières. Les déficits commerciaux peuvent être compensés par une augmentation des exportations, par des paiements de transferts de la part des pays excédentaires aux pays déficitaires ou par un recul des importations – c'est là qu'agira le frein à l'évasion.

Les économies nationales se compensent normalement par les variations des taux de change, d'intérêts, d'imposition et des niveaux de salaires. De par l'espace Euro commun, ces régulations avaient été largement neutralisées sans mettre en place de nouvelles en cas de déséquilibre. C'est une des causes de la crise actuelle de l'Euro. Le frein à l'évasion est un des moyens de corriger cette erreur de construction fondamentale.

On argumente en faveur de la sortie de la Grèce ou du Portugal de l'Euro, car la nouvelle Drachme ou le nouvel Escudo se déprécieraient fortement et renchériraient les importations. Des biens très nécessaires tels que les matières premières et le pétrole deviendront alors très chers. Cela pénalisera les entreprises et les gens modestes. Le frein à l'évasion agira comme un renchérissement modéré des importations. La Grèce et le Portugal pourraient rester dans le système de l'Euro et continuer à bénéficier des avantages d'une unité monétaire solide.

Ce frein à l'évasion est naturellement négatif pour les pays exportateurs ; il y aura des protestations de la part de certains groupe d'intérêts qui y verront une intervention dans le libre échange et dénonceront le « protectionnisme ». Le libre échange va cependant avec un bilan commercial équilibré. Il se crée sinon un surendettement qui finira à terme par une expropriation des exportateurs. Les prestations qui avaient été avancées par exemple par l'Allemagne durant des décennies finiront par être dépréciées via les paiements de transfert, les garanties et les annulations des dettes. Le concept du libre échange enseigné par la théorie économique et vécu en politique doit être profondément repensé en intégrant des mécanismes de régulation dans le bilan commercial qui conduisent à un équilibre mondial dans les échanges des prestations. Le prélèvement d'un

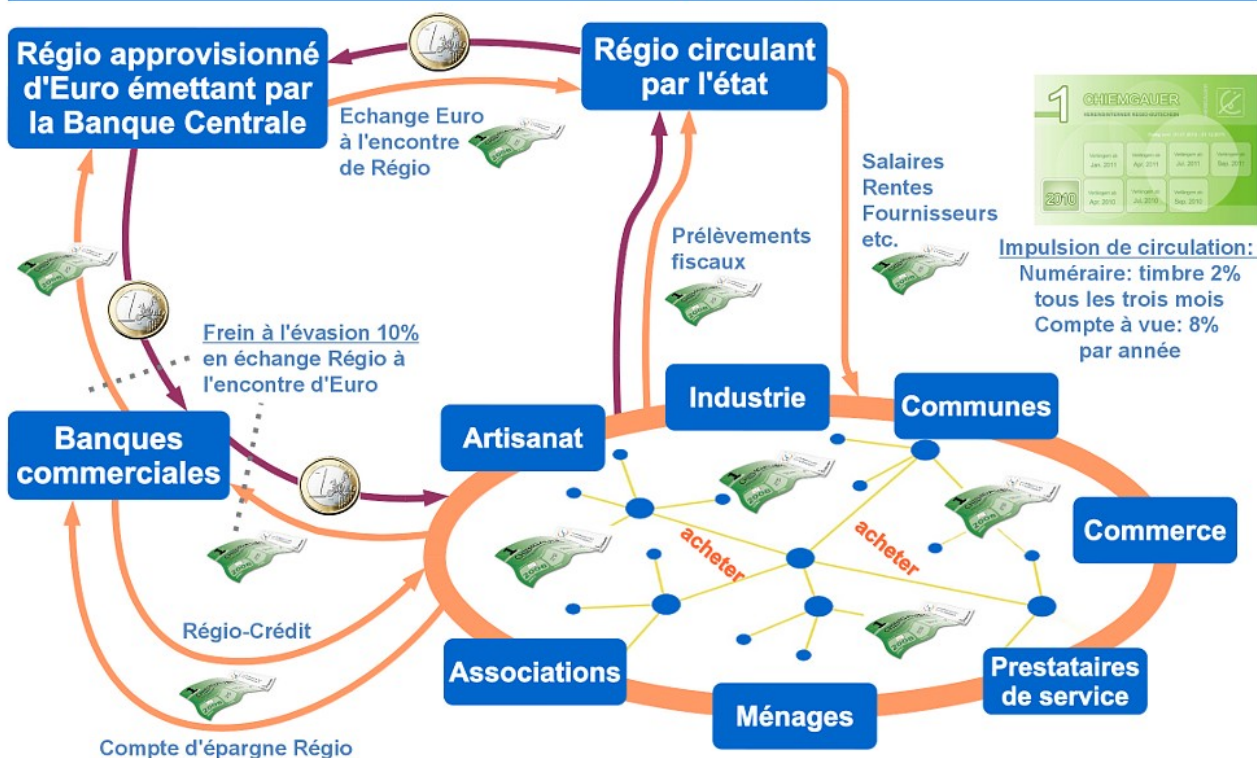
droit anti-évasion du Régio ici présenté est un moyen relativement simple.

L'argent reste dans le pays

Ce n'est qu'avec ce frein à l'évasion du Régio que les subventions et aides au développement étrangères deviendront porteuses. Car l'argent apporté restera dans le pays et renforcera l'économie. Sans lui, l'argent apporté repartira aussitôt. On avait commis cette erreur par exemple lors de la réunification de l'Allemagne : Les milliards d'aide au développement et d'aides sociales venant de l'Ouest avaient été dépensés une fois à l'Est et refluèrent aussitôt vers l'Ouest. Après le changement, l'Allemagne de l'Est avait été couverte par les chaînes de magasins de détail de l'Ouest qui n'avaient guère dans leurs rayons des produits de l'Est. Les vieilles firmes disparaissaient et laissaient des trous durables dans l'économie est-allemande avec pour conséquence un chômage élevé et durable. Quand le pouvoir d'achat ne reste pas dans la région, les aides au développement sont comme un tonneau sans fond, on peut dépenser des milliards et des milliards, mais ce pouvoir d'achat disparaît très vite sans qu'il se crée une structure économique robuste. Une économie régionale pourvue de beaucoup de petites et moyennes entreprises est pourtant nécessaire pour que la région puisse générer par ses propres forces de la prospérité et ne devienne pas réceptrice d'aide qui n'en finit pas.

Une Monnaie express sans sortie de l'Euro

Circulation de l'argent régional



La monnaie régionale d'Etat

Nous recommandons l'émission d'une monnaie d'état régionale avec une impulsion à circuler et pourvue d'un frein à l'évasion, en complément de l'Euro existant. Les parlements et les gouvernements de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande ou de l'Espagne pourraient l'introduire immédiatement et souverainement, afin de conduire leur pays hors de la récession. Au niveau de la structure de base, nous nous appuyons dans la suite sur le « Chiemgauer », la plus grande monnaie régionale d'Europe (www.chiemgauer.info).

Il y a derrière cette proposition de nombreuses expériences avec des monnaies complémentaires qui existent à côté de la monnaie de banque centrale. La plus grande monnaie complémentaire du monde est le circuit du *WIR* en Suisse avec environ 67500 comptes (environ 15% des entreprises) et un chiffre d'affaires annuel de 1,63 milliards de francs suisses (2002). Il existe des systèmes de *Barter*, des systèmes de *City-Card* et beaucoup de monnaies régionales (www.regiogeld.de), qui sont émises par des associations ou des organisations économiques. L'émission de monnaie électronique est régulée par une directive de l'union européenne. L'idée d'une impulsion à circuler existe

aussi pour la monnaie de banque centrale. En Suisse, on discute actuellement, à cause de la forte demande de francs suisses réputés sûrs, l'introduction d'une taxe négative pour les avoirs en francs suisses des étrangers, chose qui existait déjà dans les années 70, afin d'affaiblir le cours de change du franc suisse devenu trop fort.

Emission par l'état et moyen de paiement légal

La monnaie régionale, appelée simplement « Régio » dans la suite, sera régulée par une loi et sera émise par la banque démission de l'état comme un « moyen de paiement légal » complémentaire. La banque d'émission grecque ou portugaise en organise l'émission en plus de ses autres obligations liées à l'union européenne. L'état changera auprès de la banque démission les Euros en Régios ; il les mettra en circulation en payant les salaires, les prestations sociales et les fournisseurs. Via les dépenses de l'état, de nouveaux Régios arriveront continuellement. En même temps, l'état encaissera des Régios en impôts et taxes. C'est pourquoi personne n'aura un problème de pouvoir se débarrasser de ses Régios, et chacun est libre de payer en Euros ou en Régios. Les

entreprises pourront aussi payer leurs employés et leurs fournisseurs nationaux avec des Régios. Et il est prévisible que chacun dépensera toujours d'abord les Régios avant de payer en Euros.

Couverture en Euros

Le Régio aura la même valeur que l'Euro. Des magasins n'auront pas à étiqueter doublement les prix, ce qui serait très complexe. Toutes les factures seront établies en Euros même si elles sont payées en Régios. Le Régio est une monnaie complémentaire secondaire de l'Euro, pas une monnaie autonome avec un cours de change libre.

Cet attachement serré à l'Euro sera matérialisé par une couverture en Euros ; cela veut dire que l'état vire pour les Régios dépensés autant d'Euros sur un compte à la banque centrale. Chacun saura ainsi qu'il y a derrière le Régio non seulement un état surendetté menacé de faillite mais des Euros réellement existants dans lesquels il pourra convertir les Régios auprès de la banque d'émission. Cela génèrera la confiance nécessaire dans les Régios.

Théoriquement, l'état pourrait aussi émettre les Régios sans couverture Euro, et il disposerait en plus de ces Euros. C'est une question de confiance. Pour l'introduction, un dépôt d'Euros facilitera la confiance. Que diraient, sinon, les employés publics qui, après les coupes salariales, seraient payés avec une monnaie non couverte dont ils ne sauraient pas combien elle vaudrait dans quelques semaines quand viendrait à jour le trou financier public suivant ? La banque centrale européenne s'y opposerait vraisemblablement aussi, car l'émission non couverte du Régio reviendrait à une augmentation de la quantité de la monnaie qui échapperait à son contrôle. Quand on dépose par contre pour les Régios autant d'Euros à la banque centrale, la quantité de monnaie restera la même.

Le Régio comme monnaie girale et liquide

Chaque détenteur d'un compte à vue en Euros aura en plus un compte courant en Régios avec une carte de paiement pour pouvoir payer sans problèmes. Pour accélérer son introduction, les banques devraient gérer cela automatiquement

pour chaque compte courant existant en Euros comportant un certain chiffre d'affaires annuel. Cela sera gratuit pour l'utilisateur individuel, la mise en place du compte et sa tenue seront financées par les recettes générales liées à l'impulsion à circuler.

Le Régio comme monnaie girale ne suffira pas, car les gens sont habitués à la monnaie liquide. En Grèce par exemple, 70% des transactions dans les commerces de détail se font en monnaie liquide (source : BCE) bien qu'il y soit une obligation légale de régler les factures supérieures à 1.500 Euros sans monnaie liquide, afin d'éviter des fraudes fiscales. C'est pourquoi la banque d'émission fera fabriquer des billets en Régios et les mettra en circulation via les banques. Il se pourrait alors que l'on recevrait des distributeurs automatiques seulement des Régios ; les Euros seraient disponibles au guichet de la banque.

Les pièces de monnaie en Régios ne seront pas nécessaires ; les pièces en Euros pourront être combinées en tant que petite monnaie avec des billets en Régios. On pourrait théoriquement aussi proposer les Régios sur une carte Monéo, c'est-à-dire que l'on créditerait sur la puce d'une carte une somme avec laquelle on payera sans nécessiter des mouvements sur les comptes courants. Un porte-monnaie pourvu de techniques modernes comme pour les smartphones serait possible.

Mais ces cartes Monéo avaient été mal accueillies par les usagers et ne pouvaient remplacer la monnaie liquide. C'est pourquoi il fait sens de se concentrer dès le départ sur les billets en Régios et les comptes courants.

L'impulsion à circuler uniquement sur les comptes courants – pas sur les comptes d'épargne

Tous les avoirs des comptes courants en Régios seront pourvus d'une impulsion à circuler annuelle entre 4 et 12%. Le montant exact sera fixé dans le cadre de la politique monétaire par la banque d'émission. Lors de son introduction, celle-ci ne devra pas être trop forte pour que la population ne soit pas frappée de panique comme lors d'une hyperinflation. Elle doit cependant être suffisamment sensible pour qu'elle conduise aussi à davantage de dépenses en cas d'incertitude économique. Nous proposerons donc au début une impulsion

de huit pour cent. Le *Chiemgauer* a obtenu avec ce taux de très bons résultats. En fonction de la stabilisation économique obtenue, ce taux pourra baisser.

Les banques proposeront aussi, en plus des comptes courants, des comptes d'épargne en Régios. Pour les dépôts avec un terme d'un an, il n'y aura pas d'impulsion à circuler. Epargner et conserver la valeur sont possibles en Régios et seront rémunérées. Chacun pourra soustraire son argent par l'épargne à l'impulsion à circuler. Cet argent pourra alors être prêté par les banques à un autre.

L'impulsion à circuler sera calculée et perçue par les banques mensuellement comme elles font pour les intérêts d'épargne. Cela est possible par des reprogrammations du *software* des banques, il suffirait de remplacer le plus de l'intérêt positif par le moins d'un intérêt négatif. L'impulsion à circuler sera calculée journalièrement, son enregistrement se fera automatiquement via les extraits de compte mensuels des banques. Les banques vireront ces recettes à l'état après soustraction de leurs frais de tenue de compte. Cette impulsion sera aussi due sur les comptes courants des entreprises afin qu'elles soient également motivées de maintenir le Régio en circulation.

L'impulsion à circuler de la monnaie liquide

Nous proposons pour la monnaie liquide une technique de timbrage comme pour le *Chiemgauer*. Un timbre de 2% de la valeur faciale sera collé tous les trois mois. Il y aura quatre dates de réévaluation : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre. Circulant pendant deux ans, les billets auront huit cases de réévaluation. La thésaurisation deviendra inintéressante par l'impulsion à circuler ; la monnaie liquide ne conviendra plus comme un moyen d'accumuler de l'argent frauduleux. Tous les usagers seront incités à le transmettre le plus vite possible. La monnaie liquide n'aura plus d'attrait comme moyen de réserve de valeur mais ne serait plus que l'instrument pour des achats et des dons. Il s'instituera ainsi une vitesse de circulation constamment élevée. La réévaluation par l'impulsion à circuler est aussi nécessaire pour des encaisses liquides en Régios des banques, afin que l'impulsion ne soit pas interrompue.

Le professeur d'économie Gregory Mankiw avait fait une proposition intéressante dans le *New York Times*. Le dernier chiffre du numéro de série serait tiré au sort, et tous les billets portant ce chiffre devraient être échangés moyennant frais contre des billets nouveaux. La seule perspective de la perte de valeur pourrait obtenir que plus personne ne thésauriserait de grosses sommes liquides et préférerait les dépenser plutôt que de les garder. Si on devait constater pour les billets de 500 et de 200 Euros une circulation moindre, il serait possible d'appeler spécialement ces billets à l'échange. Ce dispositif aurait l'inconvénient que l'on ne réagirait qu'après avoir observé une baisse de la circulation. Une loterie est cependant probablement plus excitante pour les théoriciens du jeu qu'une technique de timbrage. En pratique, une méthode clairement calculable et rythmique est à recommander ; elle ira de soi pour tous les usagers après une période de rodage. Ces timbres seront émis par la banque d'émission et disponibles dans les banques et bureaux de poste. Tous les usagers de la monnaie liquide auront un jour en main le « mistigri » et s'en protégeront en ayant une encaisse liquide faible.

Change en Euros et frein à l'évasion

Le Régio pourra être échangé officiellement en Euro moyennant une taxe à l'échange de 10% (frein à l'évasion). On obtiendra ainsi pour 100 Régios 90 Euros. Les entreprises pourront le calculer clairement. Plus elles remettent de Régios à d'autres entreprises, moins elle aura des frais d'évasion de change. Les producteurs et prestataires de service nationaux seront ainsi avantagés. Si une entreprise a trop de Régios, elle pourra les échanger auprès des banques contre des Euros moyennant 10% pour payer ses importations. Les banques ne percevront bien entendu le frein à l'évasion que quand on vire d'un compte en Régios sur un compte en Euros ou quand on retire des Euros liquides d'un compte en Régios.

Il n'y aurait, par contre, aucun frais en cas de virement depuis un compte en Euros sur un compte en Régios ou pour un dépôt de Régios sur un compte en Régios.

Les banques pourraient échanger les Régios en Euros auprès de la banque d'émission, également pour un droit de 10%. Ces recettes

augmenteraient le profit de la banque d'émission qui sera versé à l'état ou mis à sa disposition pour l'émission de Régios. Des Régios s'accumuleraient en continu dans la banque d'émission que celle-ci verserait à l'état quand celui-ci en a besoin pour effectuer des paiements. Si la banque centrale devait constater que la quantité de Régios en circulation baisserait durablement parce qu'on changerait plus de Régios en Euros que l'état en émettrait, cela serait une raison d'augmenter le frein à l'évasion. La fixation du taux du frein à l'évasion reviendrait à la banque d'émission, car elle est compétente pour le pilotage courant de la monnaie.

Il existe aussi, pour les monnaies complémentaires existantes, des circuits fermés qui ne prévoient pas l'échange en la monnaie principale. Cela serait inapproprié pour une monnaie régionale d'état. Car les entreprises devraient sinon conduire un double contrôle des liquidités et ne pourraient accepter des Régios que pour des proportions déterminées. Le cercle suisse du *WIR* ne prévoit pas l'échange de francs « *WIR* » en francs suisses, et c'est pourquoi les entreprises ne prennent en moyenne que 40% en francs « *WIR* », 60% d'une facture doivent être réglés en francs suisses. Cela fonctionne parce que, dans le système *WIR*, ce sont surtout de grandes entreprises avec des factures importantes qui se payent entre elles ; dans le commerce de détail, cela serait très compliqué. Un change officiel devra être réglé aussi pour la bonne raison qu'il se créerait sinon un marché noir.

Les Comptes d'épargne en Régios et les crédits en Régios avantageux

Les Régios pourront être épargnés comme les Euros. Les comptes d'épargne pourvus d'un terme d'au moins un an ne seront pas frappés de l'impulsion à circuler. Celle-ci sera à la charge de la banque, et c'est pourquoi elle proposera moins d'intérêts comparés aux dépôts d'épargne en Euros. Si réellement et combien la banque va payer des intérêts pour les comptes d'épargne en Euros, cela dépendra de l'offre et de la demande. Les épargnants seront contents de pouvoir « entreposer » leur argent sans intérêts. La rémunération de l'épargne est constituée pour le Régio déjà par la stabilité de la valeur et non par l'intérêt.

La banque distribuera vite les Régios épargnés pourvus de l'impulsion à circuler aux demandeurs de crédit. Et puisque les banques obtiennent les comptes d'épargne les avoirs épargnés sans frais de refinancement, elles pourront distribuer des crédits en Régios aux taux plus avantageux. Elles ne doivent couvrir avec ces taux que leur risque d'impayé et leurs frais administratifs. Le refinancement coûteux disparaît. Les crédits en Régios, meilleur marché, seront alors préférés aux crédits en Euros. Payer 2,5% d'intérêts au lieu de 5% pour un crédit fait une grande différence. Beaucoup d'investissements deviennent alors seulement économiquement soutenables.

Que pourra faire la banque quand elle aura davantage de demande pour des crédits en Euros qu'elle ne pourra satisfaire ? Elle échange couramment des Régios en Euros, et elle pourrait alors les distribuer pour des crédits, mais elle devra quand même refinancer les Euros décaissés. Il est aussi possible qu'elles empruntent des Régios directement à la banque centrale. Le fait que la banque centrale puisse prêter des Régios non seulement à l'état mais aussi aux banques de détail serait décidé par elle-même dans le cadre de son pilotage de la politique monétaire.

Le Régio accomplira de vastes parts du paiement intérieur.

Puisque le Régio est, par rapport à l'Euro et compte tenu de l'impulsion à circuler ainsi que du frein à l'évasion, la « plus mauvaise monnaie », il sera toujours dépensé en premier et avant que les avoirs en Euros ne soient utilisés. Le Régio assurera ainsi des parts croissantes des paiements intérieurs. L'Euro servira alors surtout à la réserve de valeur et aux paiements extérieurs. Il n'y aura pas de « produits financiers » pour le Régio, il ne pourra s'évader dans l'économie financière mais restera dans l'économie réelle et la maintiendra liquide.

La communication publique est aussi importante que le changement des régulations

Puisque le but de l'impulsion à circuler et du frein à l'évasion est celui du changement du comportement des usagers de la monnaie, une communication publique est très importante. Le

sens et l'intention positive d'une prise en main personnelle de son destin doivent être rendus sensibles. Ce serait surtout la classe moyenne qui en profiterait.

Seule la liquidité est concernée

Puisque l'impulsion à circuler est à payer sur les seuls moyens liquides, ce sont exclusivement la monnaie liquide et les avoirs du compte courant qui sont mis à contribution. Ceux qui n'ont pas d'argent ne payent rien. Un ouvrier moyen qui dépense son revenu du mois ne payera que cinq à dix Régios pour l'impulsion à circuler. Celui qui détient ainsi sur son compte courant ou en liquide un million de Régios pendant une année payera 80.000 Régios.

Plus de liquidités et des recettes en milliards pour l'état

Grâce à l'impulsion à circuler et au frein à l'évasion, il y aura des recettes supplémentaires pour l'état se chiffrant en milliards et cela l'aidera à réduire son surendettement. Le côté séduisant de ces coûts est le fait que chaque citoyen et chaque entreprise pourra éviter le paiement par un changement de son comportement. Il suffira de dépenser vite son argent dans le pays ou de l'investir dans le long terme. Cela rend le dispositif acceptable. Il s'agit d'un coût qui n'entrave pas le circuit économique, mais le stimule !

L'état pourra compter sur quelles recettes supplémentaires ? Pour une vitesse de circulation de 10 fois par an, il faudrait une quantité de 20 milliards d'Euros pour générer un produit intérieur brut de 200 milliards. (Le PIB de la Grèce était de 217 milliards en 2011, celui du Portugal de 170 milliards). En prenant 8% de 20 milliards comme impulsion à circuler, cela correspond à 1,6 milliards par an.

Pour un frein à l'évasion de 10%, cela représente, pour les 20 milliards de Régios émis, 2 milliards. Puisqu'on ne reçoit pour 100 Régios que 90 Euros, il suffira, pour la couverture, que l'état ne dépose à la banque centrale pour 100 Régios que 90 Euros. Cela veut dire que l'état pourra, avec 18 milliards d'Euros, financer des dépenses en Régio de 20 milliards ; il disposera donc immédiatement d'une liquidité supplémentaire de 10%. C'est une disposition anticipée sur les recettes liées au frein à l'évasion et

qui naissent quand les Régios sont échangés contre des Euros. Les recettes résultant du frein à l'évasion seront d'autant plus élevés que les Régios seront davantage échangés en Euros, pour payer par exemple des importations ou pour payer les échéances des dettes en Euros.

Au niveau juridique

Les crises exceptionnelles nécessitent des solutions exceptionnelles. Puisqu'il n'y a pas encore eu des monnaies régionales émises par des états, il n'y a pas, non plus, de lois ou de jurisprudence à ce sujet. C'est pourquoi le parlement national devra réguler cette monnaie d'état régional par la loi et charger la banque d'émission nationale de son émission.

Le droit de l'union européenne devra également être respecté. Les accords existants de l'union européenne du système de l'Euro resteront respectés même quand il existe une monnaie légale secondaire. Une monnaie complémentaire est prévue dans le droit européen, et elle est régulée pour la monnaie électronique dans une directive. Les banques et aussi, depuis 2002, les institutions de monnaie électronique peuvent émettre une monnaie électronique qui leur est propre et convertible en Euros. Il pourra se vérifier peut-être au cours de l'introduction de la monnaie régionale d'état que celle-ci contredit à un endroit quelconque le droit européen, cela peut être le cas dans des innovations juridiques, on devra alors chercher une solution ou adapter le droit européen en conséquence. Par exemple, le frein à l'évasion pourrait être considéré comme une entorse à la concurrence. Mais l'union européenne devrait, du fait de la situation d'urgence, tolérer cela ou, mieux, le favoriser expressément comme un projet pilote. Si la monnaie régionale s'avère efficace et si l'économie dans ce pays croît à nouveau, alors tous les hommes politiques s'essuieront leur sueur au front et respireront soulagés ; ils renonceront alors probablement à une procédure pour entorse à la concurrence. Le frein à l'évasion corrigera une erreur de construction européenne qui ne prévoit un mécanisme suffisant pour l'équilibrage des économies nationales différentes. Le droit européen devrait être modifié en conséquence, un frein à l'évasion devrait pouvoir être mis en œuvre aussi dans le système Euro à partir d'un certain niveau de déficit commercial, afin de pouvoir

réagir à cela efficacement.

Le plan d'urgence : Un Euro accéléré et pourvu du frein à l'évasion

Nous recommandons aux états en crise de la zone Euro l'introduction d'une monnaie régionale d'état. Celle-ci complèterait ou remplacerait peu à peu l'Euro dans les paiements intérieurs. Mais les idées nouvelles ne sont souvent pas comprises et appliquées. Qu'en est-il quand un pays n'introduit pas de monnaie régionale et quand la récession, le chômage et la prolétarisation, la tension financière et les protestations de la population deviennent toujours plus violents, quand la banqueroute de l'état est imminente et qu'un pays abandonne la partie pour cela et veut sortir de l'Euro ? Qu'en est-il quand l'enfant est tombé dans le puits et que maintenant des représentants du gouvernement, de la banque d'émission nationale, de la BCE et du FMI se réunissent dans des séances de crise nocturnes et secrètes pour préparer la sortie de l'Euro ? Alors, il faut espérer que quelqu'un a en poche un plan d'urgence :

Puisqu'il avait été omis d'introduire une monnaie régionale et puisqu'il n'y a plus le temps de le faire et puisqu'il faut qu'il se passe quelque chose d'ici quelques jours, les règles de l'Euro seront changées dans l'état en crise, et ceci concernera immédiatement la totalité de l'économie nationale. Cela ne pourra être décidé ni par le parlement national ni par la banque d'émission nationale, mais seulement par la BCE qui n'en a cependant pas reçu la compétence légale explicite. Mais les considérations juridiques ne peuvent plus jouer un rôle maintenant, car la sortie de l'Euro de la zone Euro n'est pas prévue juridiquement et serait une infraction encore plus grande. Surtout, cette sortie serait un grand éclat entraînant beaucoup de faillites, des mesures de sauvetage et une panique. Par contre, lors d'un plan d'urgence, tout se déroulera d'une façon ordonnée, personne ne sera déclaré insolvable, les tensions financières seront réduites, et si cela ne suffit pas, il pourra être procédé à des réajustements. Ce sont là des avantages décisifs. C'est pourquoi la rencontre de crise secrète décide :

- Il sera prélevé sur tous les avoirs des comptes courants du pays en crise une impulsion à circuler de 10% annuels, et

5% sur tous les comptes d'épargne au terme de trois mois ; pour les dépôts au terme d'un an : pas de taxe.

- Pour tout virement effectué sur un compte courant étranger sera prélevée une taxe frein à l'évasion de 15% ; cela s'appliquera aussi aux transferts de titres sur un dépôt à l'étranger.
- Des billets d'Euros nouveaux seront émis dans les pays qui devront être réévalués tous les trois mois avec des timbres. Les banques seront obligées d'échanger la totalité de leurs vieux billets en stock. Il n'y aura pas besoin de frein à l'évasion pour ces billets que personne ne voudra accepter à l'étranger.
- Les banques remettront les recettes provenant de l'impulsion à circuler et du frein à l'évasion.

Un Euro de deuxième classe sera ainsi créé, l'Euro sera ainsi dévalué dans le pays en crise et circulera mieux, ce qui activera des forces d'auto-guérison économique. La sortie de l'Euro existant pourrait ainsi être aussi l'entrée dans un Euro avec des règles meilleures. Cela est un plan d'urgence comportant des problèmes juridiques, une monnaie régionale d'état est meilleure, car elle peut être introduite par les pays eux-mêmes et isolément.

Des mesures complémentaires

Une monnaie régionale d'état ne peut déployer toute son efficacité que si elle est accompagnée de beaucoup d'autres mesures. Il s'agira toujours de renforcer la création de valeur régionale et de rendre possible la force d'initiative et la créativité des hommes. Toute la politique économique de l'état devrait être orientée dans ce sens. Voici quelques points, le reste devra être débattu publiquement :

- Une production d'énergie locale et régénérative par le soleil ou par des installations de gazéification du bois rendra les pays indépendants de l'importation du pétrole et du gaz et soulagera la balance commerciale.
- Le compostage améliorera la qualité des surfaces agricoles sans l'utilisation d'engrais chimiques coûteux et sécurisera la

production alimentaire locale.

- L'introduction de la formation duale, ce qui veut dire que la formation professionnelle ne se fera pas seulement à l'école mais avant tout dans une entreprise ; elle amènera un apprentissage proche de la pratique et améliorera les possibilités d'entrée dans un métier.
- Des systèmes d'échange local et des systèmes *Barter* entre entreprises permettront des chiffres d'affaires supplémentaires.
- Afin de sortir les états du piège de la dette, il devrait être décidé au niveau européen un « pacte du désendettement », afin de rendre simplement possible, via des économies au niveau des intérêts, un désendettement lent. (Un concept exhaustif est proposé sur : (www.eurorettung.org))
- Etc...

Quelle est l'efficacité de la monnaie express

On ne peut qu'estimer grossièrement l'effet de la monnaie d'état régionale, et elle dépendra d'un grand nombre de facteurs. La vitesse de circulation du *Chiemgauer* était en 2011, avec 11,3, presque trois fois plus élevée que l'Euro en Allemagne (4,4). A supposer que le Régio d'état accomplirait, après une phase d'introduction, avec une vitesse doublée, un quart des paiements intérieurs, alors la performance économique croîtrait d'un quart ! On voit que le Régio a de grands potentiels d'une meilleure exploitation des capacités et d'une baisse sensible du taux de chômage.

Comment la monnaie express peut-elle être introduite ?

Une monnaie régionale d'état peut être introduite par le parlement et le gouvernement d'un des états en crise. Ce texte existe en allemand, anglais, portugais, grec, français, etc. Diffusez ce concept, s'il vous plaît, dans toute l'Europe, il devrait être porté par tous les canaux dans les débats pour qu'il atteigne finalement des personnes qui pourront le mettre en pratique.

Informations supplémentaires au sujet de monnaies complémentaires:

www.regiogeld.de

www.chiemgauer.info

www.monnetta.org

Index bibliographique:

Behrens, Eckart: Regiogeld für Griechenland, 2011, <http://www.sffo>.

Buiter, Willem H.: The Limits to Fiscal Stimulus, Discussion Paper No. 7607, Centre for Economic Policy Research London, December 2009

Fukao, Mitsuhiro: The Effects of Gesell (Currency) Taxes in Promoting Japan's Economic Recovery, Hitotsubashi University Research Unit for Statistical Analysis in Social Sciences, 2005.

Gelleri, Christian: Regiogeld spieltheoretisch betrachtet, Zeitschrift für Sozialökonomie Nr. 144, 2004.

Gelleri, Christian: Theorie und Praxis des Regiogeldes, in: Weis / Spitzeck: Der Geldkomplex, St. Galler Beiträge zur Wirtschaftsethik, hrsg. von Peter Ulrich, Band 41, S. 156 - 185, St. Gallen, 2008.

Gesell, Silvio: Reformation im Münzwesen, Buenos Aires, 1892.

Goodfriend, Marvin: Overcoming the zero bound on interest rate policy, Federal Reserve Bank of Richmond, 2000.

Großschmidt, Jörg: Empirische Analyse von Regionalgeld, Diplomarbeit, München, 2006.

Heine, Jens: Zur asymmetrischen Transmission einer einheitlichen Geldpolitik, Bochum, 2002.

Herrmann, Muriel: Potenziale von Regionalgeld-Initiativen als Multiplikatoren einer nachhaltigen Entwicklung, Lüneburg, Diplomarbeit, 2005.

Kennedy, Margrit, Lietaer, Bernard: Regionalwährungen. Auf dem Weg zu nachhaltigem Wohlstand, München, 2004.

Pavlic, David: A negative nominal interest rate: application and implementation, Masterarbeit, Paris, 2009, www.turningnegative.free.fr

Rogoff / Reinhart: This Time is Different: Eight Centuries of Financial Folly, 2009

Stodder, James: RECIPROCAL EXCHANGE and MACRO-ECONOMIC STABILITY, http://www.rh.edu/~stodder/Stodder_WIR2.htm, 2005

Walker, Karl: Die Technik der Umlaufsicherung des Geldes, Heidelberg, 1952.

Les Auteurs:

Christian Gelleri

Tizianstr. 21,
D-83026 Rosenheim
Tel. 08031-4698039,
Fax 08031-8873547
christian@gelleri.com



Christian Gelleri, né en 1973, a contribué, en tant qu'animateur de la monnaie régionale du *Chiemgauer*, d'une façon décisive à la diffusion des monnaies régionale en Allemagne. Il est enseignant diplômé de commerce et diplômé d'économie d'entreprises. Il avait, en 2003, initié en tant que professeur d'économie et avec l'aide six élèves de la libre école *Waldorf* du *Chiemgau*, le *Chiemgauer*. Il est aujourd'hui la monnaie régionale au plus fort chiffre d'affaires et la plus connue d'Allemagne. En tant que président fondateur de l'association « *Regiogeld* », il dispose d'un savoir étendu quant à l'état et aux perspectives de la monnaie régionale. Christian Gelleri a reçu des distinctions de la part de la « fondation de Tutzingen pour la formation à l'environnement » et de la part de la « fondation de Bad Boll pour la réforme de la monnaie et du sol ». En tant que président de l'association « Sozialgenossenschaft REGIOS eG », il a fait évoluer avec son équipe le *Chiemgauer* vers une moyen paiement par carte, le *e-Chiemgauer*.

Thomas Mayer

Öschstr. 24
D-87437 Kempten,
Tel. 0049-831-5709512



thomas.mayer@geistesforschung.org

En 1995, délégué de l'introduction réussie du referendum d'initiative populaire « Plus de démocratie en Bavière », par laquelle le référendum d'initiative populaire avait été introduite dans les communes et villes de Bavière, ancien délégué responsable de l'association « plus de démocratie » (www.volksabstimmung.org), omnibus pour plus de démocratie (www.omnibus.org) et membre fondateur de l'association « Regiogeld ».